

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



COMMUNICATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS ANNUELS 2019

L'ensemble de la communication
financière du Groupe Bank of Africa est
disponible sur le site

www.ir-bankofafrica.ma



RÉSULTATS ANNUELS

31 DÉCEMBRE 2019

RENFORCEMENT DE L'ASSISE FINANCIÈRE DU GROUPE À FIN 2019

Le Conseil d'Administration de Bank Of Africa - BMCE Group s'est réuni le vendredi 27 mars 2020, sous la Présidence de M. Othman BENJELLOUN, au Siège Social de la Banque, à Casablanca. Il a examiné l'activité de la Banque et du Groupe au terme de l'année 2019 et arrêté les comptes y afférents.

Le Conseil a pris acte et salué l'initiative du Président Othman BENJELLOUN d'annoncer la contribution de Bank of Africa, à hauteur d'un Milliard de Dirhams, au Fonds de gestion de la pandémie Coronavirus créé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI afin de préserver la santé des concitoyens marocains et de soutenir l'économie nationale et ce, en phase avec les valeurs de solidarité et de citoyenneté du Groupe.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires la distribution d'un dividende de 5 DH par action, soit un montant de près de 1 Milliard de DH (999,1 MDH), avec possibilité de convertir ce dividende en actions.

Ainsi, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Extraordinaire une augmentation du capital social ouverte à l'ensemble des actionnaires de la Banque, à libérer par conversion optionnelle en actions des dividendes de l'exercice 2019.

La brochure des états financiers annuels 2019 aux normes IAS/IFRS et notes annexes est publiée sur le site www.ir-bankofafrica.ma.

UNE ANNEE MARQUÉE PAR LE RENFORCEMENT DES FONDS PROPRES

COMPTES CONSOLIDÉS

- 🕒 **Hausse de +22% des Capitaux Propres part du Groupe** de Bank of Africa passant à 22,5 milliards de DH à fin décembre 2019 contre 18,4 milliards de DH en 2018.
- 🕒 **Levée de 3,6 milliards de dirhams suite à l'opération d'augmentation de capital** en deux tranches par (i) Conversion de dividendes en actions au titre de l'exercice 2018 de 0,7 milliard de DH et (ii) par Appel Public à l'Épargne de 1 milliard de DH ainsi qu'à l'augmentation de capital réservée au nouvel actionnaire CDC Group Plc de 1,9 milliard de DH.
- 🕒 **Hausse du Résultat Net part du Groupe de +5% à 1,9 milliard de DH avec une contribution de l'activité au Maroc de 60% et de l'International de 40% au Résultat Net Part du Groupe : 33% pour l'Afrique et 7% pour l'Europe.**
- 🕒 **Augmentation du Produit Net Bancaire consolidé de +5%** s'établissant à 13,9 milliards de DH, grâce notamment au **résultat sur opérations de marché et à la marge sur commissions.**
- 🕒 **Effort commercial avec la hausse des crédits à la clientèle de +4% et des dépôts clientèle consolidés de +5,4%.**
- 🕒 **Amélioration de l'efficacité opérationnelle du Groupe**, avec une évolution maîtrisée des charges générales d'exploitation à +3%, soit un coefficient d'exploitation consolidé de **58,2%** versus 59,1% en 2018.

COMPTES SOCIAUX

- 🕒 Croissance du **Résultat Net** de la Banque au Maroc de +2% s'établissant à 1,4 milliard de DH.
- 🕒 Progression du **Produit Net Bancaire de la maison mère de +7,6%** grâce à la performance du **résultat des opérations de marché** et à la bonne tenue des **commissions de +6,7%**.
- 🕒 Hausse des crédits à la clientèle de +6%.
- 🕒 Progression des dépôts de la clientèle de +4,6% pour la maison mère, induisant une **amélioration de la part de marché de 22 points de base à 13,62%** à fin décembre 2019 contre 13,40% à fin décembre 2018.
- 🕒 **Amélioration significative du coefficient d'exploitation social à 56,3%** versus 59,7% en 2018 grâce, notamment, à une évolution des charges générales d'exploitation contenue à +1,4%.

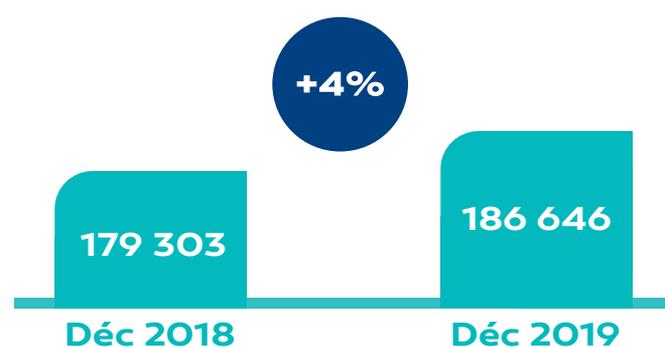
ACTIVITÉ CONSOLIDÉE

-MILLIONS DE DIRHAMS-

PRODUIT NET BANCAIRE



CRÉDITS



RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



DÉPÔTS



ACTIVITÉ SOCIALE

-MILLIONS DE DIRHAMS-

PRODUIT NET BANCAIRE



CRÉDITS



RÉSULTAT NET



DÉPÔTS



NOUVELLE DENOMINATION SOCIALE BANK OF AFRICA TEMOIGNANT D'UNE BANQUE PANAFRICAIN ENGAGEE

Nouvelle dénomination sociale **BANK OF AFRICA**, par abréviation **BOA** - telle que décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 mars 2020 - illustrant davantage l'engagement et l'ancrage panafricain de la Banque et de son Groupe.

POURSUITE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE

Accélération de la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation pour un accompagnement réussi des nouveaux usages des clients :

- (i) Refonte intégrale de la plateforme de la Banque à Distance **BMCE Direct Web** : crédit flexible, virement, dynamisation de *Dabapay*.
- (ii) Déploiement de la plateforme de crédit immobilier en ligne.
- (iii) Lancement du portail de **Global Banking BMCE Business Online** dédié à la clientèle Entreprise : *Cash Management* et *Trade Finance*.

ACCOMPAGNEMENT ET FINANCEMENT DES PORTEURS DE PROJETS ET DES TPME FAVORISANT L'INCLUSION FINANCIERE

Lancement du programme **CAP TPE 2020**, s'inscrivant dans le cadre des **Hautes Orientations Royales**, et visant à mettre en place des dispositifs financiers, et non financiers nécessaires à l'accompagnement des Auto-entrepreneurs, entrepreneurs individuels, et TPMEs.

Fort engagement, depuis 10 ans, dans l'accompagnement extra-financier à travers :

- (i) **Appui à l'accès au financement** avec la création et l'animation d'un écosystème de référence avec plus de 40 partenaires et un réseau d'incubateurs « *Blue Space* » ;
- (ii) **Soutien des TPMEs** à travers l'Observatoire de l'Entreprenariat, les cycles de conférences régionales, le Club PME, le Club Entreprenariat et la ligne de crédit « *Women in Business* » ;
- (iii) **Accompagnement des citoyens** avec l'éducation financière des collégiens, lycéens, salariés et ménages.

UNE BANQUE QUI CONTINUE A SE DISTINGUER

BANK OF AFRICA primée pour la **3^{ème} année consécutive « Élu Service Client de l'année 2020 »** dans la catégorie Banque.

BANK OF AFRICA nommée pour la **3^{ème} année consécutive Top Employer** par « *Top Employer Institute* ». La filiale technologique **EAI** a également été désignée **Top Employer** parmi 1500 organismes reconnus dans plus de 118 pays à travers le monde.

Obtention par le Fondateur de la Fondation **BMCE Bank**, M. Othman Benjelloun et Mme Leïla Mezian Benjelloun, Présidente de la Fondation, du **Visionary Award**, décerné par le centre de recherche américain **Middle East Institute (MEI)**.

Décoration de la Présidente de la Fondation **BMCE Bank**, **Dr. Leïla Mezian-Benjelloun** de l'insigne d'**Officier de la Légion d'honneur de la République française**, en reconnaissance de son engagement pour la promotion de la culture et de l'éducation.

BANK OF AFRICA est le premier Supporter africain de la **nouvelle alliance** sur la « *Data* » liée à la **Finance Durable**.

BANK OF AFRICA signataire fondateur des « *Principles for Responsible Banking* » -**PRB**- des Nations Unies lancés lors de l'Assemblée Générale et du Sommet sur le Climat à New York. Les PRBs représentent **une nouvelle alliance** entre l'ONU et le secteur bancaire mondial.

Soutien par **BANK OF AFRICA** des « *Green Investment Principles* » - **GIP** - sous l'égide de l'Initiative chinoise **Belt and Road**, étant ainsi la première Banque au Maroc et en Afrique à faire partie des GIP.

Partenariat avec le **World Environment Center** en faveur de l'Efficacité des Ressources au sein des entreprises.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

A FIN DÉCEMBRE 2019
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



Maroc ● 60%
Afrique ● 33%
Europe ● 7%

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2019 ont été préparés en tenant compte de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 de deux nouvelles normes IFRS :

- L'interprétation IFRIC 23 qui précise la manière dont les incertitudes liées aux impôts sur le résultat doivent être présentées dans les comptes annuels du Groupe.
- La norme IFRS 16 qui modifie la comptabilisation des contrats de location.

L'interprétation IFRIC 23 :

Cette interprétation vient compléter la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » qui contient des dispositions relatives à la reconnaissance et à l'évaluation des passifs ou actifs d'impôts, courants ou différés.

Cette interprétation traite des risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat. L'interprétation s'applique à la détermination des éléments liés à l'impôt sur le résultat, lorsqu'il y a une incertitude sur les traitements retenus par une entité en la matière, au regard des dispositions fiscales applicables. Le risque fiscal provient, par nature, de l'incertitude liée à une position fiscale retenue par l'entité et qui pourrait être remise en cause par l'administration fiscale.

Deux options de transition sont possibles pour appliquer l'interprétation, de manière :

- Totalement rétrospective sous réserve que la société dispose de l'information nécessaire sans tenir compte des circonstances survenues au fil du temps ; ou
- Partiellement rétrospective, en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture de l'exercice au cours duquel l'interprétation est appliquée pour la première fois. Dans ce cas, l'information comparative du premier exercice d'application n'est pas retraitée.

Le Groupe a choisi la méthode de transition partiellement rétrospective pour cette interprétation en comptabilisant l'impact cumulé dans les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019.

La norme IFRS 16 :

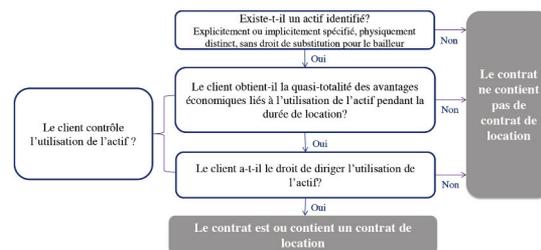
La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée ainsi que la charge d'intérêt sur la dette. Ce traitement, actuellement appliqué aux contrats de location-financement, sera ainsi étendu aux contrats de location simple.

• Options retenues :

Le Groupe a choisi comme méthode de transition l'approche rétrospective modifiée pour laquelle la dette locative correspond au montant actualisé des loyers restant à la date de première application (01/01/2019) avec un droit d'utilisation reconnu à l'actif d'un montant équivalent à cette même date. En conséquence, le Groupe n'enregistre pas d'impact capitaux propres au titre de la première application d'IFRS 16.

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :



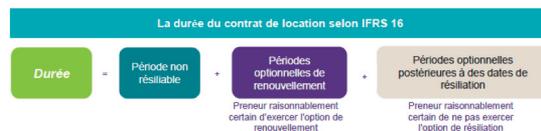
Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

• La durée retenue :

La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Ainsi, les durées appliquées dépendent des types de biens :

- Pour les baux commerciaux, une durée de 9 ans en moyenne a été retenue ;
- Pour les baux à usage d'habitation, une durée de 3 ans ;
- Pour les véhicules en LLD, la durée retenue est celle du contrat.



Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2019, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Écart d'acquisition

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2019, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité, la juste valeur étant le prix de vente d'une UGT à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI ») ;
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat :

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou

- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues.

Le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut tel que défini dans la circulaire 19G, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui incluent notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Un actif financier est également considéré comme ayant subi une dégradation significative du risque de crédit lorsque l'un ou plusieurs des critères ci-après sont remplis :

- Actif financier sous surveillance (« Watchlist »)
- Restructuration pour difficultés de paiement sans pour autant être en défaut
- Existence d'impayés,
- Changements significatifs défavorables des conditions économiques, commerciales ou financières dans lesquelles opère l'emprunteur,
- Risques identifiés de difficultés financières, etc.

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit ;

- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Les pertes attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

• Probabilités de défaut (PD) :

La probabilité de Défaut (PD) représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut sur ses engagements financiers pendant les 12 prochains mois ou sur la maturité résiduelle du contrat (PD à maturité). La PD est la probabilité que les emprunteurs fassent défaut à un horizon donné t. La PD utilisée pour l'estimation des pertes attendues en vertu des principes de la norme IFRS9 est calculée pour chaque classe homogène de risque.

Pour les actifs financiers qui sont dans le « Bucket 1 » (i.e. sains non sensibles), une PD à 12 mois est calculée soit la probabilité de défaut pouvant survenir dans les 12 mois suivant la date d'arrêt.

Pour les actifs financiers du « Bucket 2 » (i.e. sains sensibles), une PD à maturité est calculée et, par définition, les actifs financiers du « Bucket 3 » (i.e. défauts) ont une PD de 1.

Afin de calculer la PD à un an pour un dossier donné, le Groupe a réparti les dossiers des portefeuilles en classes homogènes de risque qui sont segmentés sur la base de notes externes ou sur la base de classes d'impayés.

La PD à maturité est calculée en appliquant des matrices de transition à la PD à un an, telle que cette PD résulte des systèmes de notation externes ou des classes d'impayés. Les matrices de transition sont déterminées en modélisant comment le défaut se développe entre la date de comptabilisation initiale et la maturité des contrats, et ce pour chaque portefeuille. Les matrices de transition sont élaborées sur la base des observations statistiques.

• Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut (LGD) représente la perte attendue au titre de l'exposition qui serait en défaut. La perte en cas de défaut s'exprime en pourcentage de l'EAD et se calcule à partir des taux de récupérations globales (TRG). L'évaluation des TRG se fait par classe homogène de risque et par garantie, en se basant sur l'historique de récupération.

Pour les gros dossiers en difficultés, lorsque la modélisation sur base statistique n'est pas possible (nombre d'observations réduits, caractéristiques particulières etc.), les flux de trésorerie futurs de récupération sont estimés par la filiale de recouvrement du Groupe et la LGD correspond à la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts) estimés.

• Exposition en cas de défaut (EAD : Exposure at default)

Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle. Elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking).

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique a été effectué sur la base des études macro-économiques fournies par les experts sectoriels internes. Ces études ont permis d'impacter à dire d'experts les PD (à la hausse ou à la baisse en fonction des perspectives) sur un horizon de trois ans. La prise en compte d'autres indicateurs macro-économiques est en cours de mise en œuvre.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
 - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
 - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère du Groupe et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2019, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe.

Matrice de décomposition retenue par le Groupe

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté annuel par le biais de cabinets externes.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Les contrats de location simple sont désormais régis par la Norme IFRS 16 (c.f paragraphe 1.1.1).

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2019 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action du Groupe sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.



Groupes BANK OF AFRICA BMCE GROUP
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE
PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BANK OF AFRICA BMCE GROUP et ses filiales (Groupe BANK OF AFRICA BMCE GROUP) comprenant l'état de la situation financière consolidée, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'état de variation des capitaux propres consolidés et une sélection de notes explicatives relatives à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 27.796.103, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.576.017.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de donations, pour un montant total de 4,8 milliards de dirhams au 31 décembre 2019. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2019.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BANK OF AFRICA BMCE GROUP arrêtés au 31 décembre 2019, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes



BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	14 450 591	14 310 554
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	29 913 430	25 104 686
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	794 295	1 011 536
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur	-	-
par capitaux propres recyclables	1 667 868	1 402 639
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur	-	-
par capitaux propres non recyclables	4 446 599	3 986 053
Titres au coût amorti	30 042 750	25 315 848
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	22 403 739	21 250 394
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	186 645 591	179 302 874
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actif d'impôt exigible	920 499	783 556
Actif d'impôt différé	1 767 563	1 615 532
Comptes de régularisation et autres actifs	6 631 296	7 199 267
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	930 990	874 360
Immeubles de placement	3 800 224	3 730 378
Immobilisations corporelles	9 222 503	7 640 031
Immobilisations incorporelles	1 079 156	987 571
Ecart d'acquisition	1 032 114	1 032 114
TOTAL ACTIF IFRS	315 749 207	295 547 393

En milliers de DH

PASSIF IFRS	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Titres de créance émis	16 346 393	13 582 981
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	45 071 844	43 725 210
Dettes envers la clientèle	202 816 657	192 474 205
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passif d'impôt courant	1 396 103	769 014
Passif d'impôt différé	1 179 957	1 179 765
Comptes de régularisation et autres passifs	10 379 406	9 350 024
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	1 172 574	1 039 395
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	9 590 170	9 585 289
TOTAL DETTES	287 953 104	271 705 883
Capitaux propres	18 473 069	14 365 774
Capital et réserves liées	-	-
Réserves consolidées	-	-
- Part du groupe	1 474 765	1 584 607
- Part des minoritaires	4 149 154	3 977 575
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
- Part du groupe	618 563	593 531
- Part des minoritaires	504 535	511 300
Résultat de l'exercice	-	-
- Part du groupe	1 921 510	1 831 171
- Part des minoritaires	654 507	977 552
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	27 796 103	23 841 510
TOTAL PASSIF IFRS	315 749 207	295 547 393

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers de DH

COMPTE DE RESULTAT IFRS	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	15 350 928	14 934 916
Intérêts et charges assimilés	-5 436 906	-5 252 749
MARGE D'INTÉRÊT	9 914 022	9 682 167
Commissions perçues	3 240 485	2 990 545
Commissions servies	-529 236	-477 341
MARGE SUR COMMISSIONS	2 711 249	2 513 204
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat	353 259	136 275
Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	343 728	138 632
Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	9 531	-2 357
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	231 334	226 865
Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables	19 627	-
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	211 707	226 865
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti	-	-
en actifs financier à la juste valeur par résultat	-	-
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat	-	-
Produit net des activités d'assurance	-	-
Produit net des autres activités	1 235 176	1 137 982
Charges des autres activités	-584 437	-463 024
PRODUIT NET BANCAIRE	13 860 603	13 233 468
Charges générales d'exploitation	-7 117 766	-7 194 827
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-947 015	-620 980
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 795 821	5 417 661
Coût du risque	-2 196 435	-1 833 379
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3 599 386	3 584 281
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69 866	61 804
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-13 106	6 210
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	3 656 146	3 652 295
Impôt sur les résultats	-1 080 129	-843 574
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession	-	-
RÉSULTAT NET	2 576 017	2 808 722
Résultat Hors-groupe	654 507	977 552
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	1 921 510	1 831 170

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net	2 576 017	2 808 722
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	27 964	28 168
Écarts de conversion	27 964	28 168
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Écarts de réévaluation	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	68 026	-63 583
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Éléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	68 026	-63 583
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	95 990	-35 415
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 672 007	2 773 307
Part du groupe	2 006 084	1 827 885
Part des intérêts minoritaires	665 923	945 422

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 31/12/2019

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2017 corrigés	1 794 634	11 953 769		5 409 550	-449 872	18 708 081	5 976 343	24 684 424
Changement de méthodes comptables				-1 574 096		-1 574 096	-1 012 491	-2 586 587
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2018	1 794 634	11 953 769		3 835 454	-449 872	17 133 985	4 963 852	22 097 837
Opérations sur capital		617 371		-617 371				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-563 957	-1 461 274
Résultat de l'exercice				1 831 171		1 831 171	977 552	2 808 723
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					-409	-409	-371	-780
Ecarts de conversion					-40 068	-40 068	-42 226	-82 295
Gains ou pertes latents ou différés					-40 478	-40 478	-42 597	-83 075
Variation de périmètre				194 375		194 375	257 949	452 325
Autres variations				153 346		153 346	-126 372	26 974
Capitaux propres clôture 31.12.2018	1 794 634	12 571 140		4 499 659	-490 350	18 375 083	5 466 427	23 841 511
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur instruments financiers)								
Capitaux propres d'ouverture 01.01.2019	1 794 634	12 571 140		4 499 659	-490 350	18 375 083	5 466 427	23 841 511
Opérations sur capital	203 571	3 903 724		-445 698		3 661 597		3 661 597
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-600 722	-1 498 039
Résultat de l'exercice				1 921 510		1 921 510	654 507	2 576 017
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					67 246	67 246		67 246
Ecarts de conversion					-23 149	-23 149	-31 181	-54 330
Gains ou pertes latents ou différés					44 096	44 096	-11 181	12 915
Variation de périmètre				-170 957		-170 957	33 527	-137 410
Autres variations				-446 127		-446 127	-214 362	-660 489
Capitaux propres clôture 31.12.2019	1 998 205	16 474 864		4 461 090	-446 253	22 487 906	5 308 196	27 796 102

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	3 656 146	3 652 296
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	956 552	630 876
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	118 603	-15 026
+/- Dotations nettes aux provisions	693 860	1 523 643
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-55 210	-61 366
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-507 520	-465 450
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	34 548	470 864
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 240 832	2 083 541
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	2 949 832	217 244
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 762 667	-7 885 804
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-9 109 225	10 541 583
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	600 504	-4 878 370
- Impôts versés	-1 131 214	-641 628
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-4 927 436	-2 646 975
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-30 458	3 088 862
+/- Flux liés aux Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 037	-418 474
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-98 686	95 806
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-865 878	-477 724
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-942 527	-800 392
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	2 158 929	-949 034
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	2 731 844	-5 109 235
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 890 773	-6 058 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-33 948	-248 827
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 883 840	-4 018 626
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	16 989 829	21 008 455
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 310 554	14 490 894
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 679 275	6 517 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	20 873 669	16 989 829
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 450 591	14 310 554
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 423 079	2 679 275
Variation de la trésorerie nette	3 883 840	-4 018 626

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	10 682 959	2 842 525	7 840 434	10 818 793	2 830 855	7 987 938
Comptes et prêts/emprunts	9 881 189	2 814 604	7 066 585	10 199 494	2 799 843	7 399 651
Opérations de pensions		27 921	-27 921		31 012	-31 012
Opérations de location-financement	801 770		801 770	619 299		619 299
Opérations interbancaires	1 302 310	1 752 496	-450 186	1 289 625	1 464 925	-175 300
Comptes et prêts/emprunts	1 050 914	1 376 191	-325 277	1 084 082	1 194 800	-110 718
Opérations de pensions	251 396	376 304	-124 909	205 543	270 125	-64 582
Emprunts émis par le Groupe		841 885	-841 885		956 969	-956 969
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres						
Instruments de dette	3 365 659		3 365 659	2 826 498		2 826 498
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	15 350 928	5 436 906	9 914 022	14 934 916	5 252 749	9 682 167

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	déc-19						déc-18					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
Marge d'Intérêt	4 417 685	64 541	681 730	-5 929	4 755 996	9 914 022	4 208 303	30 416	693 085	-14 454	4 764 817	9 682 167
Marge sur commissions	1 200 251	159 570	21 665		1 329 763	2 711 249	1 153 827	160 521	23 045		1 175 811	2 513 204
Produits nets bancaires	5 951 214	362 732	722 703	115 983	6 707 972	13 860 603	5 593 863	343 167	729 591	143 272	6 423 575	13 233 468
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 367 955	-306 697	-239 943	-98 892	-4 051 295	(8 064 782)	-3 244 194	-295 744	-269 192	-100 197	-3 906 480	(7 815 807)
Résultat Brut d'exploitation	2 583 259	56 035	482 759	17 091	2 656 677	5 795 821	2 349 669	47 423	460 399	43 075	2 517 095	5 417 661
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-544 388	-52 301	-153 086	-9 954	-320 399	(1 080 129)	-380 412	-41 378	-113 199	-9 364	-299 221	(843 574)
Résultat Part du groupe	899 925	113 233	139 594	-6 450	775 208	1 921 510	665 151	98 154	112 808	6 159	948 898	1 831 170

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	déc-19						déc-18					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
TOTAL BILAN	192 052 523	1 242 527	18 163 535	216 902	104 073 720	315 749 206	178 593 133	863 975	17 876 020	200 249	98 014 015	295 547 392
ELEMENTS D'ACTIF												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 763 938	10 470	20 768	20 621	3 298 671	6 114 467	2 325 525	6 823	19 618	22 550	3 014 176	5 388 692
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	118 488 373		16 783 701	1	51 373 516	186 645 591	112 536 900	70	16 132 363		50 633 541	179 302 874
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	29 913 430	110 161	861		683 273	30 707 725	25 104 686	97 566	861		913 109	26 116 222
Titres au coût amorti	4 410 000				25 632 750	30 042 750	3 832 558				21 483 289	25 315 847
ELEMENTS DU PASSIF												
DÉTTE ENVERS LA CLIENTÈLE	134 325 817		949 775		67 541 065	202 816 657	128 441 420		895 925		63 136 860	192 474 205
FONDS PROPRES	18 597 007	399 863	1 669 895	(168 950)	7 298 292	27 796 107	14 761 599	363 228	1 730 403	(132 498)	7 118 779	23 841 511

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	2 432 925	215 140	2 217 785	2 243 610	248 194	1 995 416
avec les établissements de crédit			-			-
avec la clientèle	1 680 163		1 680 163	1 537 760		1 537 760
sur titres	216 541	63 970	152 571	216 942	73 617	143 325
de change	536 221	151 170	385 051	488 908	174 577	314 331
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-			-
Prestation de services bancaires et financiers	807 560	314 096	493 464	746 935	229 147	517 788
Produits nets de gestion d'OPCVM			-			-
Produits nets sur moyen de paiement	418 497	95 724	322 773	388 448	88 300	300 148
Assurance			-			-
Autres	389 063	218 372	170 691	358 487	140 847	217 640
Produits nets de commissions	3 240 485	529 236	2 711 249	2 990 545	477 341	2 513 204

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	déc-19	déc-18
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	8 878	-17 398
Plus-values de cession	15 796	
Moins-value de cession	6 918	17 398
Autres	-21 984	23 608
Gains ou pertes sur autres actifs	-13 106	6 210

COÛT DU RISQUE

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
Dotations nettes aux dépréciations	-694 114	-1 571 517
Bucket 1	-116 931	130 261
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	-5 853	2 950
Dont Prêts et créances à la clientèle	37 726	48 024
Dont Engagements hors bilan	-52 650	85 051
Dont Instruments de dettes	-96 154	-7 326
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable	-	1 562
Bucket 2	-71 331	121 767
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	-1 167	-1 303
Dont Prêts et créances à la clientèle	-68 815	82 405
Dont Engagements hors bilan	-1 366	2 691
Dont Instruments de dettes	17	37 974
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable	-	-
Bucket 3	-505 852	-1 823 545
Dont Prêts et créances sur les EC et OA	-40 169	360
Dont Prêts et créances à la clientèle	-454 464	-1 767 952
Dont Engagements hors bilan	-17 783	-78 329
Dont Instruments de dettes	6 564	22 377
Dont Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP Recyclable	-	-
Récupérations sur créances amorties	94 599	52 617
Pertes sur créances irrécouvrables	-1 548 430	-365

BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EN NORMES IFRS

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et la surveillance des risques de la Banque et du Groupe le Comité Risques Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, le Comité de Surveillance des anomalies et de déclassement et le Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

La Filière Risques est totalement indépendante de toute filière opérationnelle dans le Groupe et des entités et permet de garantir une information indépendante, objective et complète aux dirigeants sur la situation des risques.

Elle veille à ce que le dispositif de maîtrise des risques soit efficace, exhaustif et homogène et à ce que le niveau des risques pris soit cohérent avec les orientations de l'activité, notamment les objectifs stratégiques et les moyens du Groupe et ses entités.

Le Groupe et ses entités veillent en continu au respect des exigences réglementaires édictées par Bank Al Maghrib ainsi que celles requises par les banques centrales locales.

La Direction Générale Risques Groupe, à travers les Pôles Management des Risques Groupe, Analyse des Engagements, Surveillance des Engagements, et Risques sur Contreparties Afrique & Projets Transverses assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transitait par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troïka".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A pareil équilibre qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Parallèlement, la Direction Générale Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

La Direction Générale Risques Groupe assure, au niveau du Groupe Bank of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, la Direction Générale Risques Groupe est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances soignes, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes soignes à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne dédié aux entreprises (GE & PME) est déployé au niveau du réseau commercial.

Parallèlement, la banque dispose d'un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation dédié au segment « Retail ». Son implémentation a été réalisée au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la banque.

Bank of Africa dispose également de grilles de score pour les MRE, professionnels, et TPE. Ces grilles sont déployées au niveau du SI de la Banque.

RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe Bank of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépôt sur opérations de marché est régi au sein du Groupe Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites a priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par Bank Of Africa - BMCE Group a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne puisse diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statives.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de *stress testing*, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport à la MNI prévisionnelle.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire de Bank Of Africa - BMCE Group au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), Coordinateurs Risques Opérationnels et Relais Risques Opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour l'atténuation de l'exposition aux risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Bank Of Africa - BMCE Group dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein de Bank Of Africa - BMCE Group est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Responsabilité sociale et environnementale

Les enjeux RSE font partie intégrante du dispositif de gestion des risques opérationnels, à travers une démarche de gestion d'identification, d'analyse et d'évaluation et de suivi de cette typologie de risques.

Les systèmes d'identification, de mesure d'analyses internes des risques RSE sont désormais étroitement liés à la gestion quotidienne des risques opérationnels.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des Filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le *Stress Testing* consiste à analyser les différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant les activités du groupe et qui touchent aux volets crédits, marché et risque pays. Il vise d'une part à renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuelles situations de risque, et d'autre part à permettre une meilleure allocation des fonds propres.

Le Groupe Bank of Africa intègre le *stress testing* comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de *stress test* sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

PLAN DE REDRESSEMENT DE CRISE INTERNE -PRCI - :

Dans le cadre des nouvelles dispositions de la circulaire 4/W/2017 de Bank Al Maghrib relative à la mise en place du Plan de Redressement de Crise Interne (PRCI), BANK OF AFRICA a pris les dispositions nécessaires afin de se conformer à cette réglementation.

Ce dispositif de prévention a pour objet d'évaluer la résilience du Groupe BANK OF AFRICA, en tant qu'établissement systémique, en cas de crise extrême et d'identifier les leviers pour rétablir sa viabilité sur les volets solvabilité, liquidité, qualité des actifs et rentabilité. Aussi, les différents risques auxquels le groupe est exposé, ont été couverts par ce PRCI, à savoir: le risque de crédit, le risque de marché, le risque pays, les risques de gestion du bilan, les risques opérationnels, le risque de cybercriminalité, le risque de non-conformité et le risque de réputation. Les travaux menés ont abouti à la définition du périmètre pouvant être sujet à une crise majeure (entités significatives, activités fondamentales ou encore fonctions critiques). Des scénarii de crises ont été définis, et ont fait l'objet de simulation et de calculs d'impact. Ainsi, pour chaque impact estimé, des mesures de rétablissement ont été définies avec pour objectifs de restaurer la viabilité financière de la banque via des leviers préalablement identifiés et quantifiés.

S'agissant du processus de pilotage du PRCI, celui-ci s'inscrit dans un workflow défini en fonction du seuil atteint par nos indicateurs de pilotage et de suivi. Une gouvernance dédiée au PRCI a été mise en place s'appuyant sur une cellule de crise et un responsable PRCI relevant de l'organe de direction a été désigné.

Aussi, ce plan a fait l'objet d'une actualisation annuelle conformément aux dispositions réglementaires en la matière. L'objectif étant d'en faire un véritable levier de prévention des risques.

DISPOSITIF ICAAP :

L'Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP) est un processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes. Il a pour but d'assurer en permanence une adéquation entre les fonds propres et l'ensemble des risques significatifs de la banque.

L'ICAAP s'articule autour de 3 axes principaux :

- La définition et le pilotage de l'appétit au risque de Bank of Africa S.A
- L'identification et le pilotage des risques ainsi que la mise en place d'un capital buffer visant à couvrir les risques du pilier 2 (risque de taux, de liquidité, de concentration, conformité...).
- la planification des Fonds Propres.

La mise en place du dispositif du risk appetite s'est concrétisée par l'intégration de deux référentiels cadres à savoir :

- Le risque appetite framework qui décrit le schéma de gouvernance et d'organisation, le processus de définition et la déclinaison de l'appétit pour le risque au sein de la banque.
- Le risk appetite statement qui définit en cohérence avec le plan stratégique de développement du Groupe, les dimensions du risk appetite qui reflètent le profil de risque de la banque.

Ces dimensions sont déclinées en indicateurs quantitatifs auxquels des seuils ont été associés.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/2019			31/12/2018		
	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Titres de créance négociables	17130180		17130180	7850145		7850145
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	16 673 191		16 673 191	7 577 675		7 577 675
Autres titres de créances négociables	456 989		456 989	272 470		272 470
Obligations	2 425 052		2 425 052	1 432 273		1 432 273
Obligations d'Etat	1 285 666		1 285 666	999 176		999 176
Autres obligations	1 139 386		1 139 386	433 096		433 096
Actions et autres titres à revenu variable	10 392 716	794 295	11 187 011	15 832 484	1 011 536	16 844 020
Opérations de pension	-		-	-		-
Prêts	-		-	-		-
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particulières						
Instruments financiers dérivés de transaction	-34 518		-34 518	-10 215		-10 215
Instruments dérivés de cours de change	-34 518		-10 215	-10 215		-10 215
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	29 913 430	794 295	30 707 725	25 104 686	1 011 536	26 116 222
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts						
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions						
Instruments dérivés de cours de change						
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 667 868	5 756	-986	1 402 639	901	-17 345
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 446 599	1 624 365	-528 048	3 986 053	1 582 357	-545 052

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

	31/12/2019	31/12/2018
	Comptes à vue	8 927 092
Prêts	12 522 277	13 968 918
Dont prêts de trésorerie JJ	1 162 815	304 165
Opérations de pension	1 058 308	37 630
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	22 507 677	21 345 876
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-103 938	-95 482
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	22 403 739	21 250 394

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/2019	31/12/2018
	Comptes à vue	3 722 868
Emprunts	28 000 311	28 317 243
Dont emprunt de trésorerie JJ	982 242	1 047 509
opérations de pension	13 348 666	12 501 969
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	45 071 844	43 725 210

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

	31/12/2019	31/12/2018
	Comptes ordinaires débiteurs	22 366 723
Prêts consentis à la clientèle	149 857 647	145 939 070
Opérations de pension	13 272 162	9 815 519
Opérations de location-financement	15 393 383	14 594 299
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	200 889 916	193 227 994
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-14 244 325	-13 925 121
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	186 645 590	179 302 874

VENTILATION DES PRÊTS & CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

	31/12/2019							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 670 649	-	-	1 670 649	2 781	-	-	2 781
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 670 649			1 670 649	2 781			2 781
Actifs Financiers au coût amorti	221 226 961	15 371 015	17 091 320	253 689 296	1 516 007	2 301 870	10 779 341	14 597 218
Prêts et créances sur les établissements de crédit	22 452 542		55 134	22 507 676	42 491		61 447	103 938
Prêts et créances sur la clientèle	168 550 807	15 302 923	17 036 186	200 889 916	1 225 658	2 300 774	10 717 894	14 244 326
Titres de dettes	30 223 612	68 092	30 291 704	247 858	1 096			248 954
Total Actif	222 897 610	15 371 015	17 091 320	255 359 945	1 518 788	2 301 870	10 779 341	14 599 999
Total Hors Bilan	42 625 611	299 696	304 150	43 229 457	218 489	2 934	74 153	295 576

	31/12/2018							
	Créances et Engagements				Dépréciation			
	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL	BUKET 1	BUKET 2	BUKET 3	TOTAL
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 403 746	-	-	1 403 746	1 107	-	-	1 107
Instruments de dettes comptabilisés à la JV par CP recyclables	1 403 746			1 403 746	1 107			1 107
Actifs Financiers au coût amorti	206 823 803	17 375 491	15 839 314	240 038 608	1 441 164	2 235 683	10 492 645	14 169 492
Prêts et créances sur les établissements de crédit	21 282 989		62 887	21 345 876	32 606		62 876	95 482
Prêts et créances sur la clientèle	160 551 174	16 900 393	15 776 427	193 227 995	1 263 393	2 231 959	10 429 769	13 925 121
Titres de dettes	24 989 640	475 097	25 464 737	247 858	145 165	3 724		148 889
Total Actif	208 227 549	17 375 491	15 839 314	241 442 354	1 442 271	2 235 683	10 492 645	14 170 599
Total Hors Bilan	41 302 875	167 523	143 605	41 614 003	165 838	1 568	122 802	290 209

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	31/12/2019	31/12/2018
	Comptes ordinaires créditeurs	110 457 223
Comptes à terme	37 779 950	35 272 676
Comptes d'épargne	38 630 433	36 360 381
Bons de caisse	5 160 093	6 216 003
Opérations de pension	841 915	914 037
Autres comptes créditeurs	9 947 043	9 685 880
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	202 816 657	192 474 205

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

	31/12/2019	31/12/2018
	Banque au Maroc	134 325 817
Services Financiers Spécialisés	949 775	895 925
Activités à l'international	67 541 065	63 136 860
Gestion d'actifs		
Autres Activités		
Total en principal	202 816 657	192 474 205
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	202 816 657	192 474 205

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	31/12/2019	31/12/2018
	Maroc	135 275 592
Afrique	65 790 252	61 510 364
Europe	1 750 813	1 626 496
Total en principal	202 816 657	192 474 205
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	202 816 657	192 474 205

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	16 399 314	7 176 811	9 222 503	13 776 687	6 136 656	7 640 031
Terrains et constructions	5 206 424	749 254	4 457 170	3 844 214	261 415	3 582 799
Équipement, Mobilier, Installations	4 738 934	3 036 637	1 702 297	4 349 154	2 731 219	1 617 935
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	6 453 955	3 390 920	3 063 036	5 583 319	3 144 022	2 439 297
Immobilisations incorporelles	2 510 479	1 431 323	1 079 156	2 083 805	1 096 234	987 571
Logiciels informatiques acquis	1 635 013	1 126 441	508 571	1 346 753	872 690	474 063
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	875 466	304 881	570 585	737 052	223 544	513 508
Immeubles de placements	3 926 892	126 668	3 800 224	3 822 825	92 447	3 730 378

CHARGES DES CONTRATS DE LOCATION

Détail des charges des contrats de location	31/12/2019
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-54 400
Dotations aux amortissements des droits d'utilisation	-221 276

ACTIF AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION

	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations corporelles	9 222 503	7 640 031
Dont droits d'utilisation	1 190 571	

PASSIF AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE

	31/12/2019	31/12/2018
Compte de régularisation et autres passifs	10 379 406	9 350 024
Dont dette locative	1 199 456	

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAL (EN MAD)	1 998 205 000	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	199 820 500	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 921 509 992	1 831 169 832
Résultat par Action (EN MAD)	9,62	10,20
Résultat dilué par Action (EN MAD)	9,62	10,20

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BANK OF AFRICA	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	60,79%	60,79%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,41%	72,41%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
OPERATION GLOBAL SERVICE	Services Back-Office Bancaire	100,00%	100,00%	I.G.
FCP OBLIGATIONS PLUS	OPCVM	100,00%	100,00%	I.G.
BOA UGANDA	Banque	91,25%	77,65%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAWWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E

BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2019

BILAN

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 110 572	5 625 922
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	22 149 097	20 645 443
. A vue	7 698 907	5 076 685
. A terme	14 450 190	15 568 758
Créances sur la clientèle	116 625 100	109 721 074
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	35 594 227	33 015 606
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	22 104 094	21 811 901
. Crédits et financements participatifs immobiliers	40 527 424	40 456 856
. Autres crédits et financements participatifs	18 399 355	14 436 711
Créances acquises par affacturage	2 283 749	2 515 204
Titres de transaction et de placement	30 005 813	25 180 944
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 154 073	8 643 121
. Autres titres de créance	506 783	610 039
. Titres de propriété	19 267 730	15 832 484
. Certificats de Sukuks	77 227	95 300
Autres actifs	3 459 599	4 205 962
Titres d'investissement	4 375 064	3 770 452
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 125 081	1 453 364
. Autres titres de créance	2 249 983	2 317 088
. Certificats de Sukuks	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	10 691 682	10 719 322
. Participation dans les entreprises liées	8 630 476	8 121 778
. Autres titres de participation et emplois assimilés	2 061 206	2 597 544
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	192 807	198 469
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	191 147	151 266
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	410 050	232 960
Immobilisations corporelles	5 470 550	5 143 410
Total de l'Actif	200 965 233	188 110 428

En milliers de DH

HORS BILAN

HORS BILAN	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	19 446 241	22 457 705
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	182 309	628 306
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 217 752	4 828 204
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 742 845	3 587 105
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 132 584	10 295 288
Titres achetés à réméré	78 357	78 357
Autres titres à livrer	92 394	3 040 445
ENGAGEMENTS RECUS	13 300 541	18 181 253
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	11 315 888	16 072 674
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	1 984 260	1 892 562
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	393	216 017
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

En milliers de DH

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	11 145 100	10 594 778
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	761 414	702 881
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 467 179	5 625 747
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	511 501	501 987
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	658 083	699 212
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	16 627	16 190
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	1 265 476	1 189 821
Autres produits bancaires	2 464 820	1 858 940
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 668 371	4 575 473
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 279 079	993 554
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	1 282 212	1 450 090
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	255 028	396 364
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	13 568	10 466
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	1 838 484	1 724 999
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	6 476 731	6 019 302
Produits d'exploitation non bancaire	190 578	239 596
Charges d'exploitation non bancaire	63 685	11 573
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 645 941	3 594 893
Charges de personnel	1 631 096	1 603 716
Impôts et taxes	117 836	105 306
Charges externes	1 617 320	1 627 598
Autres charges générales d'exploitation	8 994	9 538
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	270 695	248 735
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 122 518	1 119 460
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	858 615	941 496
Pertes sur créances irrécouvrables	930 178	24 656
Autres dotations aux provisions	333 725	153 308
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 212 727	330 158
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 171 684	291 902
Récupérations sur créances amorties	30 543	31 156
Autres reprises de provisions	10 500	7 100
RESULTAT COURANT	2 047 889	1 863 133
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	35 100	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	2 012 789	1 863 133
Impôts sur les résultats	640 941	519 477
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 371 848	1 343 654

En milliers de DH

(-) signifie moins
(+) signifie plus

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

HINDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUES PAR L'ETABLISSEMENT



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20050 Casablanca
Maroc



11, Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 Rabat
Maroc

BANK OF AFRICA BMCE GROUP ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de BANK OF AFRICA BMCE GROUP comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant K MAD 29.435.162, dont un bénéfice net de K MAD 1.371.848, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BANK OF AFRICA BMCE GROUP dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dotations, pour un montant total de 4,8 milliards de dirhams au 31 décembre 2019. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 31 décembre 2019.

Sur la base de notre examen limité, et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BANK OF AFRICA BMCE GROUP arrêtés au 31 décembre 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 mars 2020

ERNST & YOUNG
Abdelmajid BERRADA ALLAM
Associé

Les Commissaires aux Comptes

KPMG
Fouad LAHGAZI
Associé

PASSIF

	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	22 630 542	19 869 938
. A vue	1 932 813	1 441 442
. A terme	20 697 729	18 428 496
Dépôts de la clientèle	134 441 241	128 759 406
. Comptes à vue créditeurs	79 783 847	74 862 064
. Comptes d'épargne	24 562 835	23 519 703
. Dépôts à terme	23 723 341	23 982 912
. Autres comptes créditeurs	6 371 218	6 394 727
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	9 372 817	8 595 966
. Titres de créance négociables émis	8 872 817	8 095 966
. Emprunts obligataires émis	500 000	500 000
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	3 968 135	4 727 486
Provisions pour risques et charges	1 117 336	863 291
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	9 590 170	9 584 871
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	16 474 865	12 571 143
Capital	1 998 204	1 794 634
Actionnaires, Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	75	37
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 371 848	1 343 654
Total du Passif	200 965 233	188 110 428

En milliers de DH

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

	31/12/2019	31/12/2018
(+) Intérêts et produits assimilés	6 740 094	6 830 615
(-) Intérêts et charges assimilées	2 816 318	2 840 009
MARGE D'INTERET	3 923 776	3 990 606
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	16 627	16 190
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	13 568	10 465
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	3 059	5 725
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara (1)	-	-
(+) Commissions perçues	1 570 234	1 450 018
(-) Commissions servies	404 709	357 368
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	1 165 525	1 092 650
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	743 976	262 796
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-14 934	-63 377
(+) résultat des opérations de charge	394 452	361 350
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-130 313	-60 770
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	993 181	499 999
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	658 083	699 212
(-) Diverses autres charges bancaires	266 893	268 890
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	6 476 731	6 019 302
(+) résultat des opérations sur ommobilisation financières (2)	17 104	-12 304
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	168 460	239 376
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	62 874	11 152
(-) Charges générales d'exploitation	3 645 941	3 594 893
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 953 480	2 640 329
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-586 567	-643 094
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-319 024	-134 105
RESULTAT COURANT	2 047 889	1 863 130
RESULTAT NON COURANT	-35 100	-
(-) Impôts sur les résultats	640 941	519 477
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 371 848	1 343 654

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 371 848	1 343 654
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	270 695	248 735
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	4 720	12 665
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	295 747	131 850
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions (1)	518	562
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	47 797	163 331
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	22 117	220
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	811	421
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 873 390	1 573 211
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	1 873 390	1 573 211

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2019	31/12/2018
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	10 452 239	9 845 282
(+) Récupérations sur créances amorties	30 543	31 156
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	190 578	239 596
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	4 940 728	5 272 231
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	63 685	11 573
(-) Charges générales d'exploitation versées	3 375 246	3 346 158
(-) Impôts sur les résultats versés	640 940	519 477
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	1 652 761	966 595
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 503 654	4 664 605
(+) Créances sur la clientèle	-6 672 571	5 864 886
(+) Titres de transaction et de placement	-4 824 869	8 709 160
(+) Autres actifs	876 455	-1 513 397
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-39 881	-48 147
(+) Immobilisations données en Ijara	-	-
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 760 604	-612 330
(+) Dépôts de la clientèle	5 681 835	-7 055 739
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs	-	-
(+) Titres de créance émis	776 851	-3 969 945
(+) Autres passifs	-717 718	-4 283 400
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-3 662 948	1 755 693
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-2 010 187	2 722 288
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (1) (4)	432 351	200 175
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (4)	179 800	465 442

BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2019

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Comptes ordinaires débiteurs	3 303 846		1 093 212	6 041 432	10 664 369	10 668 714
Valeurs reçues en pension	-	1 029 412	-	-	1 029 412	23 148
Au jour le jour	-	1 029 412	-	-	1 029 412	-
A terme	-	-	-	-	-	23 148
Prêts de trésorerie	1 038 373	2 900 827	2 381 110	6 320 310	4 906 563	
Au jour le jour	-	19 186	-	-	19 186	1 057 559
A terme	-	2 881 641	-	2 381 110	5 262 751	4 906 563
Prêts financiers	1 247 214	4 406 945	187 033	5 841 192	7 566 819	
Autres créances	2 895 760	349 719	-	118 885	3 364 364	3 080 642
Intérêts courus à recevoir	29 203	29 203	6 235	4 580	40 017	25 474
Créances en souffrance	-	-	4	-	4	5
TOTAL	6 199 606	3 919 800	8 407 223	8 733 039	27 259 669	26 271 365

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	409 839	2 128 580	22 106 461	2 416 894	27 061 774	23 799 428
Comptes à vue débiteurs	369 226	2 128 580	12 471 603	1 744 545	16 713 954	16 165 784
Créances commerciales sur le Maroc	18 746	-	3 354 649	109 291	3 482 686	3 476 205
Crédits à l'exportation	-	-	583 764	467 767	1 051 531	324 597
Autres crédits de trésorerie	21 867	-	5 696 445	95 291	5 813 603	3 832 842
Crédits à la consommation	-	-	-	8 162 481	8 162 481	8 830 232
Crédits à l'équipement	5 083 177	535 775	14 785 231	1 413 575	21 817 758	21 569 962
Crédits Immobiliers	4 773	-	10 047 117	30 388 847	40 440 737	40 372 880
Autres crédits de trésorerie	-	13 447 547	1 770 216	46 479	15 264 242	11 974 241
Créances acquises par affacturage	1 977 072	-	306 677	-	2 283 749	2 515 204
Intérêts courus à recevoir	73 484	45 299	472 208	152 003	742 995	711 861
Créances en souffrance	130	-	1 694 527	1 429 392	3 135 112	2 462 470
Créances pré-douteuses	-	-	3 422	516 590	520 012	396 723
Créances douteuses	-	-	778 864	287 110	1 065 974	634 094
Créances compromises	130	-	923 304	625 692	1 549 126	1 431 653
TOTAL	7 548 475	16 157 201	51 182 437	44 009 671	118 908 849	112 236 278

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs privés		Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
		Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	6 709	4 156 001	19 245 740	31 830	28 766 368
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	2 867 631	-	2 867 631	10 022 245
Obligations	-	1 288 369	19 687	1 308 057	2 450 467
Autres titres de créance	-	-	-	-	369 304
Titres de propriété	6 709	-	19 245 740	12 143	19 264 591
Certificats de Sukuks	-	-	-	-	95 300
Titres non cotés	618 393	9 621 521	53 325	647 360	10 940 599
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	9 312 684	-	9 312 684	-
Obligations	298 808	25 000	50 000	624 400	998 208
Autres titres de créance	314 664	-	-	14 271	328 935
Titres de propriété	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuks	-	77 227	-	-	77 227
Intérêts courus	4 920	206 609	3 325	8 690	223 545
TOTAL	625 102	13 777 521	19 299 065	679 190	34 380 877

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

	31/12/2019		31/12/2018	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	583 342	63 330	446 206	49 482
Créances douteuses	2 123 458	1 057 483	1 423 937	789 843
Créances compromises	5 897 572	4 348 445	6 235 597	4 803 940
TOTAL	8 604 372	5 469 259	8 105 740	5 643 265

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	31/12/2019		31/12/2018	
	Montant	Provisions	Montant	Provisions
Instruments optionnels achetés	-59 121	-13 033	-	-
Opérations diverses sur titres	276 293	303 697	276 293	303 697
Débiteurs divers	1 066 599	945 775	1 066 599	945 775
Sommes dues par l'Etat	912 464	811 721	-	-
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	107 590	90 641	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	-	-
Divers autres débiteurs	46 545	43 413	-	-
Valeurs et emplois divers	9 403	9 405	9 403	9 405
Comptes de régularisation	2 166 424	2 960 119	2 166 424	2 960 119
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	54 670	57 172	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	54 670	57 172	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	176 716	138 188	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	313 697	449 310	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	330 432	320 266	-	-
Produits à recevoir	321 662	303 356	-	-
Charges constatées d'avance	8 770	16 910	-	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	-	-	-
Autres comptes de régularisation	1 290 909	1 995 183	-	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-	-	-
TOTAL	3 459 599	4 205 962	3 459 599	4 205 962

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions					
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	735 319	-364	315 163	98 784	951 333	502 359	-153	39 077	-	541 283	410 050
Droit au bail	97 091	-18	-	97 073	97 073	-	-	-	-	-	97 073
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	638 228	-346	315 163	98 784	854 260	502 359	-153	39 077	-	541 283	312 977
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	9 073 898	-10 870	684 679	123 705	9 624 001	3 930 488	-5 120	231 618	3 535	4 153 451	5 470 550
Immeubles d'exploitation	1 343 952	-1 616	269 416	354	1 611 397	406 807	-850	33 115	-	439 071	1 172 326
Terrain d'exploitation	185 362	-284	53 862	-	238 940	-	-	-	-	-	238 940
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 158 589	-1 332	215 554	354	1 372 457	406 807	-850	33 115	-	439 071	933 386
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel d'exploitation	1 865 071	-50	189 914	80 689	1 974 246	1 618 309	-27	57 402	2 463	1 673 220	301 025
Mobilier de bureau d'exploitation	509 596	-	126 915	80 591	555 920	376 495	-	18 414	2 365	392 544	163 376
Matériel de bureau d'exploitation	213 935	-50	3 179	-	217 064	187 022	-11	9 145	-	196 155	20 908
Matériel informatique	980 028	-	38 540	-	1 018 568	932 336	-16	17 881	-	950 201	68 367
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 397	-	20 906	-	75 303	35 725	-	8 849	-	44 574	30 729
Autres matériel d'exploitation	107 115	-	375	98	107 392	86 731	-	3 113	98	89 746	17 645
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 127 861	-5 420	73 816	-	2 196 257	1 628 385	-4 967	104 056	-	1 732 396	463 861
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 737 014	-3 784	151 533	42 663	3 842 102	276 987	-4 166	37 045	1 071	308 764	3 533 338
Terrain hors exploitation	3 031 550	284	32 958	26 481	3 038 311	-	-	-	-	-	3 038 311
Immeubles hors exploitation	566 287	-4 068	108 390	16 181	654 427	168 995	-4 197	30 950	1 071	194 677	459 750
Mobilier et matériel hors exploitation	63 691	-	5 336	-	69 027	48 624	-	2 997	-	51 622	17 405
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	75 487	-	4 850	-	80 337	59 368	-	3 097	-	62 465	17 871
TOTAL	9 809 217	-11 234	999 842	222 489	10 575 335	4 432 847	-5 273	270 695	3 535	4 694 735	5 880 600

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 143 976	8 143 976	-	-	-	-
Obligations	84 400	84 400	-	-	-	-
Autres titres de créance	381 526	381 526	-	-	-	-
Titres de propriété	19 164 959	19 164 959	-	-	-	-
Certificats de Sukuks	77 227	77 227	-	-	-	-
Titres de placement	2 196 686	2 153 724	2 196 686	-	42 962	42 962
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 053 058	2 010 096	2 053 058	-	42 962	42 962
Obligations	40 858	40 858	40 858	-	-	-
Autres titres de créance	102 770	102 770	102 770	-	-	-
Titres de propriété	4 375 455	4 375 064	4 223 950	-	390	-
Titres d'investissement	4 375 455	4 375 064	4 223 950	-	390	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 125 082	2 125 082	1 996 277	-	-	-
Obligations	2 222 255	2 222 255	2 199 556	-	-	-
Autres titres de créance	28 118	27 728	28 118	-	390	-
TOTAL	34 424 230	34 380 877	6 420 637	-	43 352	42 962

CRÉANCES SUBORDONNÉES

	Montant			31/12/2018 Net
--	---------	--	--	----------------

BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2019

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Réajustement	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
						Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	172 197	206 241	152 679	-113	225 646	13 568	34 499	-	-	-	191 147
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	6 572	-	-	-113	6 459	-	-	-	-	-	6 459
Crédit-bail mobilier	86 933	-	-	-12 933	74 000	10 466	31 397	-	-	-	42 603
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier loué	86 933	-	-	-12 933	74 000	10 466	31 397	-	-	-	42 603
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier	74 774	202 668	145 188	12 933	145 188	3 102	3 102	-	-	-	142 086
Crédit-bail immobilier en cours	74 774	57 480	145 188	12 933	145 188	3 102	3 102	-	-	-	142 086
Crédit-bail immobilier loué	-	145 188	-	-	145 188	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	3 918	3 573	7 492	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations données en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens mobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	172 197	206 241	152 679	-113	225 646	13 568	34 499	-	-	-	191 147

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	-	30 877	387 808	854 223	1 272 908	851 441
Valeurs reçues en pension	12 000 048	1 347 617	-	-	13 347 665	12 501 789
Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
A terme	12 000 048	1 347 617	-	-	13 347 665	12 501 789
Emprunts de trésorerie	-	122 000	2 997 697	2 252 527	5 372 224	4 211 147
Au jour le jour	-	67 000	38 373	554 531	659 904	590 000
A terme	-	55 000	2 959 324	1 697 996	4 712 320	3 621 147
Emprunts financiers	-	58 716	1 417 104	-	1 475 820	1 772 134
Autres dettes	9 212	399	56 024	1 074 437	1 140 072	506 730
Intérêts courus à payer	939	565	11 496	8 852	21 852	26 698
TOTAL	12 010 199	1 560 174	4 870 129	4 190 039	22 630 542	19 869 938

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Instruments optionnels vendus	-37 162	-2 172
Opérations diverses sur titres	187 427	1 025 665
Créditeurs divers	1 590 158	1 345 519
Sommes dues à l'Etat	1 232 875	1 024 003
Sommes dues aux organismes de prévoyance	45 153	54 221
Sommes diverses dues au personnel	178 784	159 063
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	12	3 674
Fournisseurs de biens et services	418	12 973
Divers autres créditeurs	132 916	91 585
Comptes de régularisation	2 227 712	2 358 474
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	2 578	14 893
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	290 130	303
Charges à payer et produits constatés d'avance	281 298	308 871
Autres comptes de régularisation	1 653 706	2 034 407
TOTAL	3 968 135	4 727 486

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2019
Provisions déduites de l'Actif :	6 205 240	1 001 317	1 138 204	5 876	6 062 477
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 616	-	7 000	-	51 616
Créances sur la clientèle	5 557 148	857 823	1 120 394	243	5 294 334
Agios réservés	27 502	95 812	10	-	123 304
Titres de placements	10 149	42 962	10 282	-133	42 962
Titres de participation et emplois assimilés	550 908	4 720	-	5 758	549 870
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	916	-	518	8	390
Provisions inscrites au Passif :	863 291	308 318	54 270	4	1 117 335
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	55 985	792	44 289	-	12 488
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	778 855	295 747	-	-	1 074 602
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	28 451	11 779	9 981	4	30 245
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	7 068 531	1 309 635	1 192 474	5 880	7 179 812

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	29/03/2017	29/03/2020	2,80%	250 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	23/11/2019	23/11/2020	2,79%	134 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	18/12/2017	18/12/2020	3,00%	120 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/03/2018	09/03/2020	2,82%	200 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	29/03/2018	29/03/2020	2,75%	440 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	17/04/2018	17/04/2020	2,75%	185 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	28/12/2018	28/12/2020	2,90%	60 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	28/03/2019	26/03/2020	2,59%	655 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	28/03/2019	28/03/2021	2,76%	340 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	16/04/2019	14/04/2020	2,61%	255 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	16/04/2019	16/04/2021	2,74%	805 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	30/04/2019	30/04/2021	2,71%	365 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	08/05/2019	06/05/2020	2,59%	316 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	08/05/2019	08/05/2021	2,68%	15 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	29/05/2019	27/05/2020	2,60%	250 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	27/06/2019	25/06/2020	2,63%	500 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	02/08/2019	31/07/2020	2,60%	70 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	02/08/2019	02/08/2021	2,70%	160 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	09/03/2020	2,45%	30 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	07/09/2020	2,58%	125 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	09/09/2021	2,68%	50 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	09/09/2019	09/09/2022	2,76%	225 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	10/10/2019	08/10/2020	2,57%	200 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	15/10/2019	14/01/2020	2,45%	400 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	15/10/2019	13/10/2020	2,57%	388 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	15/10/2019	15/10/2022	2,79%	765 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	02/06/2020	2,55%	252 300,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	01/12/2020	2,58%	244 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	03/12/2021	2,67%	350 000,00
CD BANK OF AFRICA- BMCE GROUP	03/12/2019	03/12/2022	2,75%	615 000,00
TOTAL				8 764 300

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2019
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	12 571 143	446 300	3 457 422	16 474 866
Réserve légale	460 306	-	-	460 306
Autres réserves	7 204 419	446 300	-3 280	7 647 439
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418	-	3 460 702	8 367 120
Capital	1 794 634	-	203 571	1 998 205
Capital appelé	1 794 634	-	203 571	1 998 205
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	37	38	-	75
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 343 654	- 1 343 654	-	1 371 848
TOTAL	15 709 468	- 897 316	3 660 993	19 844 993

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur KMAD)
DH	150 000	1	6,95%	Perpétuel	-	150 000
DH	850 000	1	4,44%	Perpétuel	-	850 000
DH	950 000	1	3,37%	Perpétuel	-	950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel	-	50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans	-	160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans	-	50 000
DH	790 000	1	3,63%	10 ans	-	790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans	-	154 500
DH	845 500	1	3,51%	10 ans	-	845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans	-	626 000
DH	1 374 000	1	3,46%	10 ans	-	1 374 000
DH	447 200	1	3,74%	10 ans	-	447 200
DH	78 900	1	3,74%	10 ans	-	78 900
DH	1 473 900	1	3,28%	10 ans	-	1 473 900
DH	200 000	1	7,05%	Perpétuel	-	200 000
DH	800 000	1	5,62%	Perpétuel	-	800 000
DH	400 000	1	3,29%	5 ans	-	400 000
						9 400 000

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2019	31/12/2018
Engagements de financement et de garantie donnés	19 275 490	19 338 903
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	182 310	628 306
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	

BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2019

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 689 746		
Autres titres	6 578 493		
Hypothèques	94 246 843		
Autres valeurs et sûretés réelles	231 586 205		
TOTAL	343 101 287		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	12 000 048		
Autres titres	776 934		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	12 776 982		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH	
BILAN	Montant
Actif	35 567 049
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	266 354
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	16 906 071
Créances sur la clientèle	7 932 205
Titres de transaction et de placement et d'investissement	4 712 865
Autres actifs	142 094
Titres de participation et emplois assimilés	5 340 406
Créances subordonnées	190 532
Immobilisations données en crédit-bail et location	73 673
Immobilisations incorporelles et corporelles	2 849
Passif	27 968 933
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 730 221
Dépôts de la clientèle	6 623 146
Titres de créance émis	595 419
Autres passifs	20 147
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
Hors bilan	-
Engagements donnés	5 434 850
Engagements reçus	1 680 054

RÉSEAU

En milliers de DH		
	31/12/2019	31/12/2018
Guichets permanents	735	736
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	887	883
Succursales et agences à l'étranger	41	41
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

COMMISSIONS

En milliers de DH		
	31/12/2019	31/12/2018
Commissions perçues	1 570 234	1 450 018
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	446 240	454 438
Sur opérations de change	304 758	260 197
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	45 575	43 829
Sur produits dérivés	-	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	23 963	24 458
Sur moyens de paiement	417 736	387 641
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	52 733	41 101
Sur autres prestations de service	279 229	238 354
Commissions versées	404 709	357 368
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	137 641	143 362
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	-
Sur produits dérivés	13	19
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	15 278	126 154
Sur moyens de paiement	95 220	87 833
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	156 557	-

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH		
PRODUITS ET CHARGES	31/12/2019	31/12/2018
Produits	2 160 064	1 598 741
Gains sur les titres de transaction	1 058 990	550 621
Plus-value de cession sur titres de placement	21 993	6 328
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	10 282	5 151
Gains sur les produits dérivés	112 851	107 139
Gains sur les opérations de change	955 948	929 502
Charges	1 166 882	1 098 741
Pertes sur les titres de transaction	315 014	287 824
Moins valeur de cession sur titres de placement	4 246	64 550
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	42 962	10 306
Pertes sur les produits dérivés	243 165	167 909
Pertes sur opérations de change	561 495	568 152
RÉSULTAT	993 181	500 000

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH		
CHARGES	31/12/2019	31/12/2018
Charges de personnel	1 631 096	1 603 716
Impôts et taxes	117 836	105 306
Charges extérieures	1 626 313	1 637 136
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	270 695	248 735

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Titres dont l'établissement est dépositaire	38 343	37 091	227 531 051	216 069 197
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	92	88	108 546 820	101 381 421
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH		
CATÉGORIE DE TITRES	31/12/2019	31/12/2018
Titres de participation	14 630	10 596
Participations dans les entreprises liées	561 465	595 686
Titres de l'activité de portefeuille	2 914	5 535
Emplois assimilés	79 074	87 395
TOTAL	658 083	699 212

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH		
	31/12/2019	31/12/2018
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	626 336	133 941
Autres produits bancaires	2 464 820	1 858 940
Autres charges bancaires	1 838 484	1 724 999
Produits et charges d'exploitation non bancaires	126 892	228 023
Produits d'exploitation non bancaires	190 578	239 596
Charges d'exploitation non bancaires	63 685	11 573
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 122 518	1 119 460
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 212 727	330 158

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH	
INTITULÉS	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	1 371 848
Perte nette	-
II- Réintégration fiscales	1 445 035
1- Courantes	163 155
Charges non déductibles	57 312
Provision pour risques généraux	105 843
2- Non courantes	640 940
Impôts sur les sociétés	640 940
III- Déductions fiscales	586 420
1- Courantes	-
Dividendes	586 420
2- Non courantes	-
VI- Résultat net fiscal	2 230 463
Impôts sur les sociétés	640 940
VI- Résultat net fiscal	640 940
Reprise sur provisions pour investissements	

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH	
I- DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	2 047 890
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	163 155
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	586 420
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 624 625
(-) Impôt théorique sur résultat courant	601 111
(=) Résultat courant après impôts	1 446 779
II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	100 013	643 693	646 483	97 223
B- TVA à récupérer	53 030	441 098	442 020	52 107
Sur charges	44 815	397 820	393 447	49 189
Sur immobilisations	8 214	43 278	48 573	2 919
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	46 983	202 595	204 463	45 116

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 998 204 600 DH

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10,00

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A- Actionnaires marocains					
Royale Marocaine d'Assurances	83, Avenue de l'Armée Royale 20000 - Casablanca	53 600 192	55 964 419	28,01%	28,01%
Holding Berjelloun Mezian	67-69, Avenue de l'Armée Royale 20000 - Casablanca	-	1 111 218	0,56%	0,56%
Société Financière du Crédit du Maghreb	67-69, Avenue de l'Armée Royale 20000 - Casablanca	1 159 205	1 746 960	0,87%	0,87%
FINANCECOM	81-83, Avenue de l'Armée Royale 20000 - Casablanca	10 453 351	11 580 100	5,80%	5,80%
Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	100, Boulevard Abdelmoumen-20340- Casablanca	7 371 263	7 803 996	3,91%	3,91%
Caisse de Dépôt et de Gestion	Place Moulay El Hassan - Ex piétri - BP 408 - Rabat	15 638 328	16 556 383	8,29%	8,29%
Groupe MAMDA/MCMA	Angle Avenue Mohammed VI et Rue Houmane El Fatouaki - Rabat	9 395 940	9 947 519	4,98%	4,98%
Personnel					
Bank Of Africa - BMCE Group		2 452 440	2 258 693	1,13%	1,13%
SBVC et divers		32 363 617	33 154 821	16,59%	16,59%
TOTAL (1)		132 434 336	140 124 109	70,13%	70,13%
B- Actionnaires étrangers					
Banque Fédérative	4 Rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67000 Strasbourg - France	47 029 054	48 972 796	24,51%	24,51%
Crédit Mutuel		-	-	-	-
CDC Group Plc	123, Victoria street, Londres SW1E 6DE, Royaume-Uni	47 029 054	59 696 351	29,87%	29,87%
TOTAL (2)		47 029 054	59 696 351	29,87%	29,87%
TOTAL		179 463 390	199 820 460	100%	100%

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH			
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 28 Mai 2019			
Report à nouveau	37	Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 343 654	Autres affectations	446 374
Prélèvement sur les bénéfices	-		
Autres prélèvements	-		
TOTAL A	1 343 691	TOTAL B	1 343 691

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres et assimilés	29 435 162	25 294 339	26 683 739
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	6 476 729	6 019 305	6 208 130
Résultat avant impôts	2 012 790	1 863 133	1 938 774
Impôts sur les résultats	640 940	519 477	608 137
Bénéfices distribués	897 317	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	446 300	590 800	427 700
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale	6,87	7,49	8,29
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 631 096	1 603 716	1 611 041
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 099	5 328	5 370

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION	
Date de clôture (1)	31/12/2019
Date d'établissement des états de synthèse (2)	31/12/2019
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES	
A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

	31/12/2019	31/12/2018
Effectifs rémunérés	5 099	5 328
Effectifs utilisés	5 099	5 328
Effectifs équivalent plein temps	5 099	5 328
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	4953	5 147
Employés (équivalent plein temps)	94	181
Dont effectifs employés à l'étranger	52	51

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 486 882	4 716 219	2 464 782	3 556 938	1 185 672	14 410 492
Créances sur la clientèle	23 473 320	8 540 028	11 678 966	37 276 516	34 913 275	115 882 105
Créances acquises par affacturage	2 225 611	15 130	-	26 592	-	2 267 333
Titres de créance	2 678 858	93 001	4 161 479	5 965 530	2 214 280	15 113 148
Créances subordonnées						



BANK OF AFRICA
ÉTATS DE SYNTHÈSE
COMPTES SOCIAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2019

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2019

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	Audiovisuel	708 260	196 650 000	36,02	70 827	-	70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	Gest. de la place financière de Casablanca	500 000	400 000 000	12,50	50 000	-	50 000
TANGER MED ZONES	Sté d'aménagement	640 577	706 650 000	9,06	64 058	-	64 058
EMAT	Sté holding	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	-
FONCIERE EMERGENCE	Prom. Immobilier industriel et de services	338 436	372 172 274	8,06	33 844	-	33 844
ECOPARC DE BERRECHID	Sté d'aménagement	120 000	55 000 000	21,82	12 000	-	12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	109 990	98 200 000	11,20	11 000	-	11 000
Fonds de garantie de la commande publique	Fonds d'investissement	100 000	100 000 000	10,00	10 000	-	10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650	-	5 650
BMCE Capital Real Estate	Gestion d'actifs immobiliers	12 495	5 000 000	24,99	1 250	-	1 250
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	-
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	Assurance	20 001	10 000 000	20,00	500	-	500
MITC CAPITAL	Gest. fonds MNF	4 000	2 000 000	20,00	400	400	-
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375	375	-
511 TITRES DE PARTICIPATION					291 238	32 110	259 128
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA Group	Ets de crédit/étranger	435 192	93 154 535	72,41	2 914 961	-	2 914 961
BBI	Ets de crédit/étranger	157 659 285	157 659 285	100,00	1 993 759	-	1 993 759
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 790 432	294 507 400	60,79	628 635	-	628 635
LITTORAL INVEST	Société immobilière	26 000	2 600 000	100,00	450 000	-	450 000
MAGHREBAIL	Crédit bail	726 220	138 418 200	52,47	370 770	-	370 770
LOCASOM	Location Longue durée	784 768	83 042 900	94,50	336 882	-	336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	Sté d'aménagement	9 600 000	2 000 000 000	48,00	675 003	-	675 003
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	Banque participative	2 040 000	400 000 000	51,00	204 000	-	204 000
BOA UGANDA	Ets de crédit/étranger	22 176 454	46 775 206 000 UGX	47,41	137 410	-	137 410
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	135 773	-	135 773
HANOUBY	Distribution	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	-
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000	-	100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	155 437	40 000 000	38,85	90 192	-	90 192
LCB Bank	Ets de crédit étranger	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	75 621	-	75 621
RIYAD ALNOUR	Hôtellerie	3 000	300 000	100,00	78 357	-	78 357
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	Sté d'aménagement	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500	-	62 500
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817	-	51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	Traitement de l'information	116 000	11 600 000	100,00	46 591	-	46 591
EUROSERVICES	Ets financier	3 768	4 831 000	78,00	40 561	-	40 561
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700	-	29 700
RM EXPERT	Recouvrement créances	200 000	20 000 000	100,00	20 000	-	20 000
DOCCUPRINT (STA)	Sté de service	50 000	5 000 000	100,00	19 000	-	19 000
ACMAR	Assurances et service	100 000	50 000 000	20,00	10 001	-	10 001
SONORMA	Société immobilière	600	100 000	60,00	8 280	8 280	-
BMCE CAPITAL BOURSE (maroc inter titres)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750	-	6 750
STE FINANCIERE Italie	Société financière	600 000	600 000 EURO	100,00	6 459	6 459	-
BMCE CAPITAL GESTION (marfin)	Gestion OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443	-	6 443
Eurafic Information	Service Informatique	41 000	10 000 000	41,00	4 100	-	4 100
BMCE ASSURANCES	Assurances	15 000	1 500 000	100,00	3 025	-	3 025
OPERATION GLOBAL SERVICES SA OGS	Sces Back-office	50 000	5 000 000	100,00	5 000	-	5 000
IT International service	Sté de service informatique	3 100	31 000 EURO	100,00	334	-	334
AKENZA IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
SAISS IMMO NEJMA	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
SUX HILL PRIMERO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
SUX HILL SECONDO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
SUX HILL TERCIO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
NOUACER CITY IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
MOHIT IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
FARACHA IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
KRAKER IMMO	Promotion immobilière	100	10 000	100,00	10	-	10
IKAMAT TILILA	Promotion immobilière	1 000	100 000	100,00	-	-	-
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					8 797 030	166 554	8 630 476
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	Ets crédit multi-national	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	172 711	-	172 711
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	923 105	207 075 338 EUR	0,45	171 633	171 633	-
E.S.I	Ets crédit /étranger	467 250	500 400 000 EUR	0,93	147 748	147 748	-
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	63 032	159 860 800 EUR	4,34	71 308	-	71 308
AMETHIS FINANCE Luxembourg	Sté d'invest en capital à risque	4 503	214 778 488 EUR	2,10	48 465	-	48 465
AMETHIS II	Sté d'invest en capital à risque	1 125	84 618 000 EUR	1,33	12 266	-	12 266
BOURSE DE CASABLANCA	Bourse des valeurs	310 014	387 517 900	8,00	31 373	-	31 373
MAROC NUMERIC FUND	Fonds d'investissement	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
MAROC NUMERIC FUND II	Fonds d'investissement	78 431	40 000 000	19,61	3 922	-	3 922
SEAF MOROCCO GROWTH FUND		60 000	84 120 000	7,13	4 854	-	4 854
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	Ets crédit	6 000	150 000 000 USD	4,00	28 780	-	28 780
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	Société de service	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30	506 300 000 USD	0,059	2 959	-	2 959
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	50	987 920 000 USD	0,03	2 878	-	2 878
FIOGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250	-	250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	Gestion des fonds de garantie	588	1 000 000	5,88	59	-	59
515 TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE					730 288	334 665	395 622
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	Banque d'investissement	285 065	442 817 300	6,44	103 997	-	103 997
Mutandis SCA	Fonds d'investissement	832 458	799 673 700	10,41	96 807	-	96 807
Mutandis AUTOMOBILE SCA	Distribution Automobile	846 892	630 000 000	13,44	91 359	4 240	87 120
ROYAL RANCHES MARRAKECH	Promot. Immobilière et touristique	106 667	800 000 000	13,33	60 000	-	60 000
VIGEO	Conseil financier	94 000	14 362 235 EUR	3,27	8 935	3 875	5 059
SOGEPPOS	Sté d'aménagement	46 216	35 000 000	13,20	4 622	-	4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	-
SMAEX	Assurances et service	22 563	50 000 000	4,51	1 690	-	1 690
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	-
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267	-	1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000	-	1 000
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	100 000 000	4,02	803	-	803
STE IPE	Edition et impression	8 013	10 000 000	8,01	801	-	801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	Développement local	5 000	31 000 000	1,61	500	-	500
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500	500	-
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	5 000	20 000 000	2,50	500	500	-
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	1 922	75 000 000	0,64	481	481	-
PORNET	Service informatique	1 800	11 326 800	1,59	180	-	180
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49	49	-
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	23	-	23
DYAR AL MADINA	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	9	-	9
RMA	Assurances	5	1 796 170 800	0,00	2	-	2
RISMA	Tourisme	10	1 432 694 700	0,00010	2	-	2
MEDI 1 TV	Audiovisuel	59 774	199 245 600	3,00	-	-	-
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					378 371	14 488	363 882
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643	-	471 643
FARACHA IMMO					301 026	-	301 026
IT International Service ITIS					51 670	-	51 670
AKENZA IMMO					46 931	-	46 931
SUX HILL SECONDO					49 314	-	49 314
SAISS IMMO NEJMA					36 481	-	36 481
BMCE IMMOBILIER					38 000	-	38 000
SUX HILL PRIMERO					25 780	-	25 780
SUX HILL TERCIO					15 522	-	15 522
MARTCO					1 500	1 500	-
Siège G.P.B.M.					723	-	723
ALLICOM MAROC					552	552	-
HANOUBY					1 615	-	1 615
MOHIT IMMO					3 850	-	3 850
NOUACER CITY IMMO					20	-	20
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					1 044 626	2 052	1 042 574
TOTAL GÉNÉRAL					11 241 552	549 870	10 691 682

Sont assortis de la mention "Néant" pour l'exercice 2019, les états suivants :
- Etat des dérogations ;

- Etat des changements de méthodes ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.

BANK OF AFRICA
ÉTATS DE SYNTHÈSE
COMPTES TANGER OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 332	1 917
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 894 899	5 219 273
. A vue	928 663	583 840
. A terme	4 966 236	4 635 433
Créances sur la clientèle	3 910 009	2 563 111
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	673 805	157 581
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	3 236 204	2 405 530
. Crédits et financements participatifs immobiliers	-	-
. Autres crédits et financements participatifs	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	1 995 953	1 237 791
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 887 787	1 065 446
. Autres titres de créance	-	20 000
. Titres de propriété	108 166	152 345
. Certificats de Sukuks	-	-
Autres actifs	505 802	356 423
Titres d'investissement	1 321 903	1 704 611
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	1 321 903	1 704 611
. Certificats de Sukuks	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-
. Participation dans les entreprises liées	-	-
. Autres titres de participation et emplois assimilés	-	-
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	73 673	19 505
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	2 037	2 463
Immobilisations corporelles	812	1 124
TOTAL DE L'ACTIF	13 707 423	11 106 218

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	658 167	1 313 822
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	7 869	65 438
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	544 923	656 734
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	105 375	24 221
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	567 429
ENGAGEMENTS RECUS	1 620 849	1 559 081
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 082 837	686 024
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	538 012	657 065
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	215 992
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	736 859	793 399
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	278 044	267 861
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	129 645	103 464
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	125 448	145 756
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	1 573	2 102
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	777	793
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	9 579	13 200
Autres produits bancaires	191 793	260 223
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	482 349	462 247
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	285 835	172 860
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	12 171	9 714
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 279	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	183 064	279 673
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	254 510	331 152
Produits d'exploitation non bancaire	-	122
Charges d'exploitation non bancaire	10	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	6 230	6 351
Charges de personnel	3 520	3 662
Impôts et taxes	-	-
Charges externes	1 687	1 546
Autres charges générales d'exploitation	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 023	1 143
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	21 524	12
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	44	12
Autres dotations aux provisions	21 480	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	518	562
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	518	562
RESULTAT COURANT	227 264	325 473
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	7 991	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	219 273	325 473
Impôts sur les résultats	81 456	118 261
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	137 819	207 212

(-) signifie moins

(+) signifie plus

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 342 536	8 912 750
. A vue	524 440	278 659
. A terme	10 818 096	8 634 091
Dépôts de la clientèle	1 646 838	1 489 600
. Comptes à vue créditeurs	1 267 308	1 164 887
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	335 204	274 211
. Autres comptes créditeurs	44 326	50 502
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	462 790	379 135
Provisions pour risques et charges	565	568
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	112 079	112 170
Capital	4 797	4 783
Actionnaires.Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	137 819	207 212
TOTAL DU PASSIF	13 707 423	11 106 218

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
(+) Intérêts et produits assimilés	533 136	517 081
(-) Intérêts et charges assimilés	298 006	182 574
MARGE D'INTERET	235 130	334 507
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	777	793
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	1 279	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	-502	793
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)	-	-
(+) Commissions perçues	10 076	13 557
(-) Commissions servies	1 551	1 359
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	8 525	12 198
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	-17 647	20 161
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-14 934	-63 377
(+) résultat des opérations de charge	32 879	26 512
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	9 693	-1 743
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	9 991	-18 447
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	1 574	2 102
(-) Diverses autres charges bancaires	206	-
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	254 510	331 152
(+) résultat des opérations sur ommobilisation financières (2)	518	562
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	122
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	10	-
(-) Charges générales d'exploitation	6 230	6 351
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	248 790	325 486
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-44	-13
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-21 480	-
RESULTAT COURANT	227 266	325 473
RESULTAT NON COURANT	-7 991	-
(-) Impôts sur les résultats	81 456	118 261
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	137 819	207 212

	31/12/2019	31/12/2018
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	137 819	207 212
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 023	1 143
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions (1)	518	562
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	138 324	207 793
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	138 324	207 793

RÊVONS D'UNE AFRIQUE TOURNÉE VERS L'AVENIR



Une banque continentale engagée pour le développement de l'Afrique.

L'Afrique est un continent d'avenir aux multiples ressources : humaines, économiques et naturelles. Bank Of Africa, groupe financier continental de référence, a pour vocation d'accompagner le développement de l'Afrique et de contribuer à révéler son potentiel. En ouvrant de nouvelles opportunités d'investissement, en encourageant les entreprises, mais aussi en préservant l'environnement et le développement de l'éducation, Bank Of Africa s'investit activement au service du progrès... Pour que l'Afrique de demain se construise dès aujourd'hui.

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

